

Un essai ausculte la profession L'avenir de la médecine générale se dessine en maisons de santé

Quot. du Méd. 14 avril 2016

L'essor des maisons de santé a un impact positif sur l'évolution du métier de médecin généraliste, en lui confiant des fonctions de manager d'équipe de soins, suggère un essai sur l'avenir de la spécialité.

● En mal de reconnaissance universitaire, plutôt en bas de l'échelle des revenus médicaux, faiblement attractive auprès des jeunes, la médecine générale libérale est en crise, a-t-on coutume de dire.

Mais si les choses venaient subitement à changer ? Le départ en retraite de la moitié des médecins de famille dans les dix prochaines années constitue une « formidable opportunité » pour rénover en profondeur l'exercice de la spécialité. C'est du moins ce qu'affirment Daniel Coutant, généraliste à la retraite, et François Tuffreau, statisticien à l'observatoire régional de la santé des Pays de la Loire, dans un court essai très optimiste*.

Dans « La médecine générale, une spécialité d'avenir », les deux auteurs retracent la genèse de la discipline, sa construction compliquée dans le cadre conventionnel et sa reconnaissance universitaire tardive, en 2004, avec la création d'un diplôme d'études spécialisées (DES). Ils expriment surtout leur conviction que la médecine générale est appelée à jouer un rôle prépondérant au sein des maisons de santé, qui fleurissent sur le territoire. Près de 800 maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) sont aujourd'hui en fonctionnement, selon un récent inventaire du ministère de la Santé. Le cap du millier de MSP se rapproche.

Leadership naturel

Le phénomène ne se dément pas, au point que « 10 à 15 % » des généralistes libéraux seront bientôt associés au fonctionnement d'une maison de santé. « Ce modèle constitue un cadre de référence en matière d'organisation des soins de premier recours », jugent les auteurs.

Ce nouveau cadre professionnel, volontiers présenté comme une solution contre les déserts médicaux, est de plus en plus attractif pour les jeunes générations. Il présente l'avantage d'horaires cadrés (8 à 20 heures du lundi au vendredi, et le samedi matin), permet un travail en équipe avec un système d'information partagé.

Mais surtout, analysent le Dr Coutant et François Tuffreau, les maisons de santé offrent un leadership naturel au médecin généraliste au sein de nouvelles équipes de santé pluriprofessionnelles, lui permettant de retrouver « une position sociale perdue depuis longtemps ».

Les auteurs mettent un bémol : l'avenir du métier repose également (surtout) sur l'évolution de la rémunération. « À 23 euros la consultation, la médecine générale n'est guère attractive, même majorée des diverses rémunérations forfaitaires et de la prise en charge par l'assurance-maladie d'une partie des cotisations sociales », concluent-ils. À bon entendre...

Christophe Gattuso

* La médecine générale, une spécialité d'avenir, éd. Presses de l'EHESP, 162 pages, 19 euros

59 % des généralistes ont plus de 55 ans dans la ville rose Toulouse, futur désert médical ?

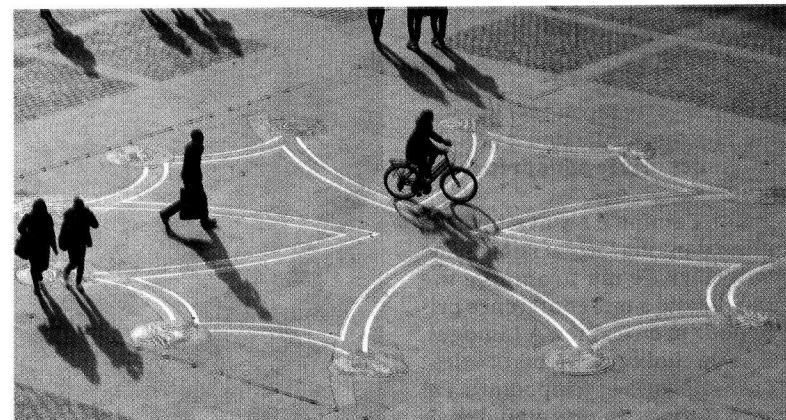
Loyers trop élevés, difficultés à trouver des associés, préférence pour le salariat : l'exercice libéral ne fait plus rêver les jeunes généralistes toulousains. L'Ordre des médecins, l'URPS et la ville de Toulouse sonnent l'alarme.

● Toulouse, ville parmi les plus attractives de France ? Pas pour les jeunes médecins libéraux a priori...

La dernière étude menée par l'Ordre régional des médecins en partenariat avec l'agence régionale de santé (ARS) révèle en effet que 59 % des généralistes toulousains ont aujourd'hui plus de 55 ans. La proportion est identique dans les communes du Grand Toulouse avec 55 % de généralistes dans cette tranche d'âge. Plus inquiétant, la relève tarde : seuls 9,5 % des généralistes ont moins de 40 ans à Toulouse – et 13,5 % dans le Grand Toulouse.

Selon les projections de l'étude, le pire reste à venir. Tous les départements de Midi-Pyrénées prévoient des variations de population à la hausse entre 2015 et 2020 mais, parallèlement, une baisse des effectifs médicaux. Le Gers serait le département le plus impacté qui devrait accueillir 7,2 % d'habitants supplémentaires mais perdre 8,5 % de médecins.

Seule la Haute-Garonne verrait le nombre de médecins progresser (2,9 %), mais à un degré moindre que l'augmentation de la population générale (5,7 %). « Dans dix ans, à ce rythme, si l'on ne réagit pas, on aura un vrai problème de désert médical à Toulouse, alors que ce phénomène ne concernait il y a quelques années que des départements ruraux de Midi-Pyrénées », s'alarme le Dr Jean Thévenot,



Toulouse, capitale régionale attractive, pourrait bientôt manquer de généralistes

président du conseil de l'Ordre des médecins de Haute-Garonne.

Selon lui, ces résultats corroborent les alertes reçues à la permanence de l'Ordre. « Il ne se passe pas une semaine sans que je reçoive des appels ou des courriers de confrères en exercice à Toulouse, qui ne parviennent pas à trouver d'associés, ou préfèrent carrément dévisser leur plaque pour passer au salariat », relate le responsable ordinal.

Charges excessives

Ex-président de l'UNOF (CSMF), aujourd'hui secrétaire général de l'URPS, le Dr Michel Combié, installé à Toulouse à quelques rues de l'hypercentre, témoigne en ce sens. « Nous étions quatre associés il y a quelques mois et je suis tout seul aujourd'hui ; l'une de mes consœurs a pris sa retraite et nous n'avons pas réussi à la remplacer, les deux autres ont fait le choix de passer au salariat notamment face à

des charges trop élevées », se désole le généraliste toulousain.

Face à cette situation, l'Ordre des médecins, l'URPS et la ville de Toulouse ont décidé de travailler main dans la main. Une convention de coopération est en voie d'élaboration. Les médecins souhaitent aussi solliciter les élus locaux pour faciliter la mise à disposition de locaux (à des tarifs de vente ou de location préférentiels) qui pourraient inciter de jeunes médecins à s'installer.

Pour évaluer les besoins en généralistes au plus près du terrain, l'URPS a lancé une enquête quartier par quartier à Toulouse. « Nous cherchons à savoir à quel âge ils envisagent de prendre leur retraite, s'ils rencontrent des difficultés pour trouver des associés, s'ils envisagent de dévisser leur plaque pour passer au salariat – notamment en raison de charges et de loyers trop élevés – et s'ils sont prêts à se regrouper avec d'autres confrères... », décrit le Dr Michel Combié qui coordonnera l'enquête. Les premiers résultats sont attendus en fin d'année.

Béatrice Girard